

Élu-es écologistes, nous soutenons la mobilisation des 17 & 18 juin en Maurienne pour l'arrêt du chantier du deuxième Lyon- Turin

Depuis plus de dix ans, nous, élu-es écologistes, nous opposons au projet d'une deuxième ligne ferroviaire transalpine entre Lyon et Turin. Parce que nous sommes pour le report modal de la route vers le rail et pour une desserte effective des territoires, nous dénonçons ce méga-projet aux coûts financiers et environnementaux démesurés, qui n'a pas démontré son utilité et qui détourne les moyens nécessaires à la modernisation du système ferroviaire.

Nous défendons un développement massif et rapide du ferroviaire

Nous prônons un développement réel et immédiat du ferroviaire voyageurs et marchandises, ainsi que l'adaptation et l'exploitation effective de la ligne existante actuellement sous utilisée. Moyennant des investissements ciblés et une exploitation optimisée, elle peut constituer une solution efficace pour les flux transalpins, bien moins onéreuse et impactante pour l'environnement qu'une ligne nouvelle.

Depuis 15 ans, la focalisation sur cette nouvelle infrastructure empêche d'agir efficacement, dès maintenant, pour une politique de report modal effective avec des mesures incitatives, organisationnelles, indispensables pour réduire la pollution de l'air, enjeu majeur de santé publique pour les populations de la Maurienne et de l'Arve.

Nous dénonçons un coût exorbitant, inflationniste, qui empêchera le financement de projets ferroviaires utiles et respectueux de l'environnement et des territoires

Au lieu de lutter contre le dérèglement climatique, ce projet pourrait y contribuer directement et indirectement. Le projet produira des millions de tonnes de CO2 lors de la construction et il faudrait plus de 50 ans d'utilisation massive du tunnel pour rembourser cette dette carbone, alors qu'il faut réduire les émissions de carbone immédiatement.

Le chantier du nouveau tunnel de base du Lyon-Turin constitue une véritable menace : les premiers travaux sont déjà à l'origine de tarissements de sources d'eau.

Ce projet s'accompagne également d'un assèchement des financements pour le ferroviaire. Le coût exorbitant de la nouvelle liaison, estimé à 18 milliards d'euros par son promoteur, à 26,1 milliards d'euros par la Direction générale du Trésor en 2012, sans doute autour de 30 milliards

aujourd'hui avec l'inflation, ne cesse d'augmenter alors que les besoins d'investissement sur l'ensemble du réseau ferré existant font l'unanimité et demandent des moyens importants.

Nous demandons une suspension conservatoire immédiate des travaux portant atteinte à l'environnement, notamment des creusements de galeries puisque les travaux d'excavation portent gravement atteinte à la biodiversité et à la ressource en eau.

Avant d'envisager des infrastructures nouvelles, il est indispensable d'en évaluer le besoin réel ainsi que le rapport coût environnemental / bénéfices.

Nous demandons donc la reprise de l'observatoire de la saturation ferroviaire pour disposer de données fiables ainsi que des études sérieuses sur l'impact sur l'eau.

Il n'est pas trop tard pour réorienter les budgets prévus au profit des investissements nécessaires et pertinents dans les infrastructures ferroviaires existantes. Moins de 10% du tunnel a été creusé, soit 10,6 km dans le tube sud sur les 115 km de tunnel prévus au total. Nous réaffirmons que ce n'est pas parce que 1,7 milliards d'euros ont été dépensés pour ce projet, que nous devons dépenser aveuglément les milliards restants.

Nous souhaitons l'adoption d'un objectif franco-italien de part modale du fret ferroviaire à l'horizon 2025 de 65% sur les liaisons transnationales des Alpes du Nord.

En conclusion, nous défendons la nécessité d'un réel report modal vers le rail pour le transport de voyageurs et de marchandises. Alors que le démantèlement de Fret SNCF est annoncé, nous appelons à ce que l'état agisse en cohérence avec l'objectif de doublement de part modale du ferroviaire qu'il s'est engagé à atteindre à horizon 2030. Ceci passe par l'arrêt du chantier du tunnel transnational et le lancement des travaux (optimisation, sécurisation, plateformes intermodales, protection des riverains,...) sur les lignes existantes, afin de mettre rapidement sur le rail l'équivalent des deux tiers des poids-lourds circulant actuellement par les tunnels du Mont Blanc et du Fréjus et d'améliorer la desserte voyageurs.

C'est pour cela que nous soutenons la mobilisation pacifique et festive en Maurienne appelée par le collectif "Les soulèvements de la Terre" les 17-18 juin 2023, en appelant tous nos adhérent·es et sympathisant·es à s'y joindre.

Signataires :

Marine TONDELIER – Secrétaire nationale EELV

Gregory DOUCET – Maire de Lyon

Eric PIOLLE – Maire de Grenoble

Cyrielle CHATELAIN – Députée de l'Isère

Hubert JULIEN-LAFERRIERE – Député du Rhône

Christine ARRIGHI – Députée de Haute Garonne

Lisa BELLUCO – Députée de la Vienne

Marie-Charlotte GARIN - Députée du Rhône

Charles FOURNIER – Député d'Indre-et-Loire

Sébastien PEYTAVIE - Député de Dordogne

Marie POCHON – Députée de Drôme

Jean-Claude RAUX- Député de Loire-Atlantique

Sandra REGOL – Députée du Bas-Rhin

Sabrina SEBAIHI – Députée des Hauts-de-Seine

Nicolas THIERRY – Député de Gironde

Guillaume GONTARD – Sénateur de l'Isère

Jacques FERNIQUE – Sénateur du Bas-Rhin

Monique DE MARCO – Sénatrice de Gironde

Thomas DOSSUS – Sénateur du Rhône

Guy BENARROCHE - sénateur des Bouches-du-Rhône

Daniel BREUILLER - Sénateur du Val de Marne

Karima DELLI – Députée européenne

Gwendoline DELBOS-CORFELD – Députée Européenne

Claude GRUFFAT – Député Européen

Marie TOUSSAINT - – Députée Européenne

Benoit BITEAU – Député Européen

Damien CAREME – Député Européen

Caroline ROOSE – Députée Européenne

Michèle RIVASI – Députée Européenne

David CORMAND – Député Européen

Mounir SATOURI – Député Européen

Rosa D'AMATO - Députée européenne italienne

Angelo BONELLI – Député italien et porte-parole de Europa Verde - Verdi

Eleonora EVI – Députée italienne et porte-parole de Europa Verde - Verdi

Luana ZANELLA – Députée italienne

Filiberto ZARATTI – Député Italien

Francesco Emilio BORRELI - Député Italien

Devis DORI - Député Italien

Jean-Charles KOHLAAS - Vice-président Métropole de Lyon

Pierre MERIAUX – Adjoint au maire de Grenoble

Ali KARAKIPRIK – Co-secrétaire régionale EELV Rhône-Alpes

Sophie BOUSSEMART – Co-secrétaire régionale EELV Pays de Savoie

Benjamin BADOUARD – Membre Bureau Exécutif EELV

Fabienne GREBERT – Conseillère Régionale Auvergne Rhône Alpes

Maxime MEYER - Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes

Alexandra CARON-CUSEY – Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes

Vincent GAY – Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes

Pascale BONNIEL-CHALIER - Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes

Anne BABIAN-LHERMET - Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes

Jean-Pierre BEGUIN - Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes

Natacha MURACCIOLE - Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes

Bénédicte PASIECZNIK - Conseillère régionale Auvergne Rhône Alpes

Renaud DAUMAS - Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes